

Séance ordinaire du lundi 11 décembre 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Clare HART, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Collecte, tri, valorisation, sensibilisation, réduction des déchets et politique zéro déchet - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de prévention et de gestion des déchets (RPQS) - Exercice 2022 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.2224-5, D2224-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et compte tenu des compétences exercées par Montpellier Méditerranée Métropole en lieu et place de ses communes membres, Monsieur le Maire présente au Conseil municipal le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets au titre de l'année 2022, adopté lors du Conseil de Métropole du 11 juillet 2023. Ce rapport lui a été transmis par communication de la Métropole en date du 8 novembre 2023, selon les dispositions habituelles.

Par ailleurs, conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, le délégataire produit avant le 1^{er} juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport annuel du délégataire (RAD) de la DSP relative à l'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST portant sur l'année 2022 a été réceptionné le 29 avril 2023, conformément aux dispositions contractuelles, et a fait l'objet :

- D'une communication au Conseil de Métropole par délibération du 3 octobre 2023 au terme de son analyse détaillée ;

- D'une présentation et d'un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole le 20 septembre 2023 ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission de Contrôle des Comptes le 17 octobre 2023.

Le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets au titre de l'année 2022 a été présenté en Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole et de la Ville de Montpellier respectivement les 13 juin et 28 novembre 2023.

Les principaux faits marquants de l'exercice 2022 sont les suivants :

Le défi que représente la gestion des déchets sur le plan écologique et climatique dans un contexte réglementaire et financier contraint, tout particulièrement pour le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, impose de prendre des mesures à la hauteur des enjeux écologiques, environnementaux, économiques et sociétaux intrinsèquement liés.

Les réglementations européenne, nationale (Plan National de Prévention des déchets 2021-2027) et leur déclinaison au niveau local (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets adopté en novembre 2019) placent la prévention des déchets au sommet des priorités des politiques de gestion des déchets.

Ainsi, l'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a mis en œuvre dès 2011 un premier Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA). Un nouveau PLPDMA, mis à disposition du public fin 2022 pour recueillir les remarques et avis, a été adopté par la Métropole début 2023.

De plus, l'accroissement régulier et important des coûts de traitement des déchets ultimes nécessite d'augmenter significativement le niveau d'ambition en matière de tri et de réduction des déchets. Pour pallier la fermeture de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Castries et assurer l'élimination des refus issus des unités de traitement (Demeter, Ametyst), des encombrants issus du service des déchèteries ainsi que des déchets divers issus du nettoyage de l'espace public, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu, fin 2019 et pour une durée de 4 ans, des marchés publics de prestations de services avec les opérateurs exploitant différentes installations de stockage et de valorisation énergétique de la région Occitanie pour disposer des capacités d'accueil et d'élimination. Ces contrats ont généré dès 2020 une augmentation des dépenses de plus de 10 M€, et en 2022 plus de 11% d'augmentation supplémentaire liés à la conjoncture économique.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mener une politique ambitieuse « *Zéro Déchet* » de prévention, de sensibilisation et d'incitation s'insérant parfaitement dans ces nouvelles priorités et visant à modifier les comportements. Cette stratégie vise à réduire la production de tous les flux de déchets, y compris les recyclables, afin de préserver au mieux les ressources des territoires et les pollutions induites par les activités de production et le traitement des déchets. Elle constitue la seule solution pour réduire le coût exorbitant de l'exportation des déchets supporté par les contribuables.

La nouvelle politique déchets de la Métropole se donne également pour objectif de mettre la prévention et l'économie circulaire au cœur de la stratégie déchets, dans une logique vertueuse de diminution de production de déchets, d'éco-consommation et d'éco-exemplarité. Concrètement, le projet de la Métropole vise à impulser une nouvelle dynamique de captation des flux, prioritairement de biodéchets, parallèlement à la valorisation des autres matières (tri sélectif, verre, textile...).

Les renouvellements des principaux contrats portés par le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau (les marchés de collecte entre janvier et juin 2023 ; la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité Ametyst en janvier 2025 ; le renouvellement du marché d'exploitation des déchèteries en août 2025 ainsi que celui du centre de tri DEMETER en janvier 2026) intégreront les objectifs stratégiques de ces nouvelles orientations politiques.

Montpellier Méditerranée Métropole entend ainsi déployer sa feuille de route Zéro Déchet, délibérée en mars 2022 et s'orienter vers une gestion optimisée, raisonnée et vertueuse des déchets. Cette stratégie reposera ainsi sur quatre objectifs politiques complémentaires :

- Une optimisation de la collecte et de la captation des flux valorisables ;
- Une amélioration des performances de valorisation de la filière de traitement ;

- Une politique de prévention, de sensibilisation et d'incitation adaptée aux changements de comportement ;
- Une dynamique d'économie circulaire à stimuler et à structurer.

Il s'agit d'engendrer une dynamique vertueuse autour de la rationalisation des coûts et de l'optimisation de la collecte tout en fédérant l'ensemble des énergies autour de la prévention, de la collecte, du tri et de la valorisation des déchets. Le déploiement de cette dynamique Zéro Déchet entraîne de fait l'émergence d'une nouvelle forme d'économie, dite « *circulaire* ». Les effectifs du pôle Déchets et Cycles de l'Eau ont ainsi été significativement renforcés fin 2021, notamment en ce qui concerne la prévention et l'économie circulaire, pour accompagner la mise en œuvre de cette stratégie Zéro Déchet.

Concernant la prévention des déchets :

La loi Transition Energétique pour le Croissance Verte d'août 2015 porte à -10 % l'objectif national de diminution entre 2010 et 2020 du ratio annuel de production par habitant de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés (DMA). Cette ambition a été portée à -15 % à l'échéance 2025 pour la loi Anti-Gaspillage et Economie Circulaire de février 2020.

L'objectif 2020 avait d'ores et déjà été atteint dès 2017 sur le territoire de la Métropole grâce aux actions mises en œuvre dans le cadre du 1er programme local de prévention des déchets (PLPD) engagé en 2011 d'une part, et du programme de rénovation des déchèteries d'autre part, lequel vise à moderniser les 20 déchèteries de la Métropole dans le respect du règlement limitant les apports en gros volumes.

Afin de répondre aux nouveaux enjeux de réduction drastique des ordures ménagères résiduelles (OMR) et des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA), Montpellier Méditerranée Métropole a voté début 2023 le lancement de son 2ème programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.

Celui-ci est composé de 24 projets structurants autour de 5 axes stratégiques que sont :

- Déployer massivement les solutions de compostage de proximité et la collecte des biodéchets ;
- Donner de l'ampleur aux solutions locales de réemploi, réutilisation et réparation des objets ;
- Sensibiliser, former et inciter aux changements de comportements (tri et prévention des déchets) ;
- Accompagner les professionnels ;
- Positionner la Métropole comme un facilitateur et un démonstrateur de l'écoresponsabilité.

Parmi les actions de prévention et réduction des déchets menées en 2022, l'on peut citer en particulier :

- **Le STOP PUB** : Près de 100 000 « *STOP PUB* » ont été distribués depuis 2016 par les guichets uniques, les éco-messagers lors d'animations et de stands de sensibilisation et dans le cadre du défi éco-responsable ;

- Dans le cadre de la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (Agec) qui dispose que « *les déchèteries sont tenues de prévoir une zone de dépôt destinée aux produits pouvant être réemployés* », Montpellier Méditerranée Métropole a ouvert en mai 2022 un premier « **Point de Réemploi** » pilote sur la déchèterie de Baillargues/Castries, dont la gestion a été confiée à titre de test à Emmaüs. Il rencontre depuis un vif succès, et le taux de réemploi des objets déposés est estimé à 95% ;

- L'accompagnement d'évènements éco-responsables, et notamment du FISE pour tendre vers un **FISE Zéro Déchet** ;

- **La Foire Internationale de Montpellier** qui s'est tenue du 7 au 17 octobre 2022 : sur un stand mutualisé, avec pour thématique « *Zéro Déchet Montpellier 100% engagée* », la Métropole a pu dévoiler le clip de sa nouvelle campagne « *Ensemble, gagnons le match du tri !* » et échanger durant 11 jours autour de la stratégie globale Zéro Déchet, en proposant rencontres, animations et expositions ;

- A l'occasion de la 14ème édition de la **Semaine Européenne de Réduction des Déchets (SERD)** qui s'est déroulée du 19 au 27 novembre 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé un programme orienté « *Zéro Déchet* » s'adressant aux scolaires, au grand public, aux agents (Ville, Métropole, CCAS...). Ont ainsi été notamment organisés lors de cette semaine :

- Une conférence grand public avec Jérémie PICHON, l'auteur du livre « *Ma Famille presque Zéro Déchet* » ;
- Un premier Méga Troc en partenariat avec le Lycée Georges-Pompidou de Castelnau-le-Lez ;
- 30 animations scolaires dans les écoles primaires sur la réduction des déchets ;
- Des animations compostage (formation « *Référent de site* », ateliers « *Eco-jardinage* », formation « *Guide composteur* » et webinaire « *Initiation au compostage* ») ;
- Deux collectes solidaires à l'hôtel de Métropole et à l'hôtel de Ville de Montpellier au profit d'Emmaüs ;

- Les actions en faveur de la **promotion de l'hygiène durable** : Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi mené des distributions gratuites de protections hygiéniques lavables (culottes, serviettes et coupes menstruelles) auprès des étudiantes du territoire en lien avec le CROUS de Montpellier ;
- La reconduction de l'**Appel à Projets Zéro Déchet 2022** (AAP) qui a récompensé 10 lauréats avec une enveloppe totale de 120 000 €.

Concernant la gestion de proximité des biodéchets :

Axe essentiel de la politique Zéro Déchet, la stratégie Biodéchet portée par Montpellier Méditerranée Métropole prévoit une montée en puissance progressive de la promotion du tri à la source des biodéchets sur les prochaines années.

L'Appel à Projets « *Généraliser le tri à la source des biodéchets en Occitanie* » pour lequel Montpellier Méditerranée Métropole a été lauréate en 2020 a fait l'objet d'une validation par l'ADEME et par la Région en fin d'année 2022, avec l'objectif de détourner, à terme, des déchets résiduels, 35 kg/an/hab de biodéchets.

Ainsi, complémentairement au développement du compostage sous toute ses formes, l'enjeu est de redynamiser la collecte des biodéchets en la modernisant et en l'adaptant à la typologie d'habitat, qu'il s'agisse de collecte en point d'apport volontaire ou en porte à porte. Pour accompagner cette stratégie Biodéchet, Montpellier Méditerranée Métropole a renforcé son équipe spécialisée en recrutant une cheffe d'unité, un agent de sensibilisation et un gestionnaire du déploiement du compostage.

L'année 2022 a été mise à profit pour lancer une campagne de communication (nouveau visuel lancé lors de la Foire Internationale de Montpellier) et préparer des campagnes de formation (volonté de faire monter en compétences l'ensemble des acteurs du territoire) et de sensibilisation qui doivent permettre d'accompagner le développement du geste du tri des biodéchets à partir de 2023.

Elle a également permis de mener les actions suivantes :

- La mise à disposition gratuite de plus de 2 000 composteurs individuels supplémentaires pour les ménages ayant un jardin ;
- La mise en place de 57 nouveaux sites de composteurs collectifs, dont 28 équipements en résidences ;
- 11 en établissements scolaires, 12 en entreprises et 6 structures communales, portant à près de 430 le nombre de sites équipés ;
- L'inauguration de 21 composteurs supplémentaires de quartiers (46 au total sur l'ensemble de la Métropole) ;
- L'organisation de 10 sessions de formations « *Référent de site compostage* » et 2 sessions de « *Guides composteurs* », ainsi qu'une soirée « *Réseau compostage* » dans le cadre de la Semaine européenne de la réduction des déchets (SERD), afin de rassembler les 50 référents de sites de compostage.

Concernant la collecte et le tri des déchets :

La simplification des consignes de tri :

En juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a fait partie des 31 collectivités sélectionnées au niveau national dans le cadre du Plan de performance des territoires de Citeo pour le déploiement de l'extension des consignes de tri. L'ensemble des habitants a ainsi bénéficié dès 2020 avec la remise en service du centre de tri Demeter modernisé, de la simplification du geste de tri à l'ensemble des emballages plastiques et petits aciers et aluminium.

Pour accompagner la mise en œuvre de l'extension des consignes de tri, des colonnes d'apport volontaires supplémentaires ont été installées sur le domaine public, les volumes de bacs jaunes ont été augmentés à la demande des particuliers et les autocollants sur les nouvelles consignes de tri distribués dans toutes les boîtes à lettres des habitants détenteurs de bac individuel.

Au terme des deux premières années de déploiement, il convient de noter que, si l'extension des consignes de tri a entraîné une augmentation des tonnages de déchets recyclables à hauteur de 31 006 tonnes, celle-ci montre un déficit dans l'atteinte des performances initialement attendues. Cela se traduit sur la Métropole comme sur l'ensemble du territoire national par une augmentation significative de taux de refus et d'indésirables qui s'établit désormais entre 30% et 35% en lieu et place des 25% constatés avant modification des consignes. Ce phénomène n'étant pas spécifique à Montpellier Méditerranée Métropole a conduit les éco-organismes CITEO/ADELPHE à proposer un plan d'actions pour améliorer les performances de tri et valorisation dénommé « *Plan BOOST ECT* ».

Montpellier Méditerranée Métropole s'est ainsi engagée dans le Plan Boost ECT. Il s'agit ainsi, tout au long de l'année 2023, de :

- Faciliter la compréhension et mieux communiquer sur les consignes de tri (courriers adressés aux foyers de Montpellier Méditerranée Métropole ; campagne de stickage des bacs jaunes dans l'habitat individuel et pose de panneaux pour locaux poubelles dans l'habitat collectif ; sensibilisation des bailleurs et syndics...)
- Améliorer la qualité du tri et augmenter les performances du Centre de tri DEMETER

Le montant prévisionnel de l'enveloppe dédiée s'élève à 1 M€, avec une participation CITEO de 0,5 M€.

Concernant le traitement et la valorisation des déchets :

L'unité de méthanisation AMETYST

Le contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation de l'usine Ametyst a pris effet le 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 10 ans, soit une échéance au 31 décembre 2024. La société éponyme Ametyst assure l'exploitation de l'unité de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés et des biodéchets collectés en porte-à-porte de la Métropole, par méthanisation avec valorisation organique et énergétique. AMETYST a traité en 2022 la totalité des 128 902 tonnes de déchets résiduels (127 120 tonnes) et biodéchets (1 782 tonnes) collectés sur le territoire de la Métropole, tonnage en légère baisse par rapport à 2021 (-1,1 %), à l'exception des déchets non méthanisables collectés sur certaines zones d'activités économiques qui sont acheminés directement pour élimination. L'unité AMETYST a également accueilli 9 729 tonnes de déchets tiers (déchets en provenance de producteurs privés tel que des industries agroalimentaires, des grandes et moyennes surfaces etc...) contre 8 115 tonnes en 2021.

Le procédé « *d'ultracriblage* » démarré au 1er janvier 2015 a permis de produire 35 806 tonnes de compost conformes à la norme NFU 4051 (39 303 tonnes de 2021) qui ont été valorisées dans leur grande majorité dans un rayon de 60 kilomètres. 2 159 tonnes de métaux ferreux et non ferreux ont également été extraites et valorisées.

La production d'énergie s'est établie en 2022 à 30 727 MWh électriques et thermiques valorisés en auto consommation, revente au réseau électrique, alimentation du réseau de chaleur des 2 300 logements de la ZAC des Grisettes et du réseau de chaud et de froid de la nouvelle polyclinique Saint Roch (35 516 MWh en 2021). L'installation de pré-traitement des effluents opérationnelle depuis fin 2016 fonctionne également conformément aux performances contractuelles.

Il convient de noter que le « *socle commun* » relatif aux Matières Fertilisantes et Supports de Culture, dont la mise en oeuvre est désormais envisagée au 1er janvier 2025, impactera fortement la filière de valorisation organique des déchets de la Métropole en prohibant le retour à la terre des composts NFU 44051 issus de la fraction OMR de l'unité Ametyst. Il obligera à leur stockage en ISDnD, d'autant que la date d'application prévue ne permet pas d'envisager les solutions pour la reconversion de la filière pour l'ensemble des tonnages actuellement produits, alternatives à l'élimination qui semble dès lors la seule perspective.

Le contrat d'exploitation de l'unité Ametyst arrivant à terme au 31 décembre 2024, le nouveau contrat qui sera attribué fin 2024 devra intégrer cette perspective d'excellence des composts issus des seuls biodéchets et rechercher de nouveaux moyens d'optimisation de son fonctionnement dans la lignée de la stratégie Zéro Déchet de Montpellier Méditerranée Métropole.

En ce qui concerne le contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'installation, celui-ci fait l'objet d'un contrôle technique et financier, effectué par un groupement de sociétés spécialisées, désignées par la Métropole. Le contrôle technique porte sur les performances de l'usine, la bonne réalisation de l'entretien et de la maintenance, ainsi que l'enveloppe de travaux d'amélioration dus annuellement par l'exploitant. Des visites semestrielles du site ont lieu à cet effet.

Concernant la qualité de service public, on peut rappeler qu'en 2019, Ametyst a mis en place et obtenu conformément à son engagement contractuel, la certification énergétique ISO 50 001, qui a favorisé l'optimisation de la consommation électrique. Les eaux usées industrielles brutes sont quant à elles partiellement reprises dans le process, limitant ainsi la consommation d'eau. Leur surplus est envoyé vers la station interne de pré-traitement construite en 2016 dans le cadre du nouveau contrat de DSP. Les eaux prétraitées sont ensuite envoyées vers le réseau collectif d'eaux usées, pour traitement final à la station d'épuration MAERA. Les trois biofiltres destinés au traitement de l'air présentent un bon rendement épuratoire, les valeurs limites de rejet sont parfois en très léger dépassement, mais la trace olfactive est en très nette diminution comme l'attestent les riverains régulièrement rencontrés dans le cadre du comité de suivi.

Le rapport annuel du délégataire sur les comptes de la délégation de service public gérée par la société dédiée AMETYST (délégataire Novergie – filiale de SUEZ), montre en 2022 une baisse du résultat net comptable, excédentaire à hauteur de 1 146 488 € en 2022 contre 1 423 602 € en 2021 et 1 175 161 € en 2020, soit -276 K€ par rapport à 2021 (- 19%).

Ce rapport transmis conformément à l'article 65 du contrat de DSP a été examiné de façon approfondi en Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la Métropole le 20 septembre 2023 et Commission de Contrôle des Comptes (CCC) le 17 octobre 2023. Il en ressort les éléments suivants qui ont été retranscrits dans le présent Rapport sur le prix et la qualité du service public du traitement des déchets ménagers et assimilés.

L'ensemble des produits d'exploitation s'élève à 20 089 K€ soit une stabilité +0,4 % par rapport à 2021, dont 19,6 M€ pour le chiffre d'affaires qui lui apparait en hausse de + 1,2 M€. La stabilité s'explique par une forte baisse des reprises sur amortissements de - 1,1 M€, qui atténue l'effet à la hausse du CA

Les recettes issues du traitement des déchets s'élèvent à 14,3 M€ (soit 2/3 des produits) ; elles s'affichent en hausse de + 916 K€ soit +6,8 % par rapport à 2021. Elle se composent notamment conformément à l'application de l'Avenant 2 de la nouvelle « *redevance transport* » d'un montant de 3M€, consécutive à la suppression dans le cadre de l'avenant n°2 de la redevance « *refus* » forfaitaire initiale.

Quatre autres principaux postes expliquent la hausse du chiffre d'affaires général :

- Le traitement des déchets OMR à hauteur de 11 M€, en hausse de +210 K€ soit +2%, notamment lié à un volume en légère baisse de - 1% et un tarif en hausse de +2,57€/T ;
- Le traitement des Ordures Ménagères Résiduelles OMR/ biodéchets tiers à hauteur de 760 K€, en hausse de +187 K€ soit +32%, notamment liée à la hausse du volume des OMR/ Biodéchets Tiers, avec un tonnage de 9 729 Tonnes en hausse de +1 614 Tonnes. ;
- Les recettes de valorisation énergétique s'élevant à près de 4 M€ augmentent de +322 K€ par rapport à 2021 soit +9 % ;
- Les recettes issues de la valorisation matière des métaux ferreux et non ferreux augmentent de +41 K€ soit +12%, du fait du maintien en 2021 de la reprise des cours sur le marché amorcé en 2020 ;

Le délégataire bénéficie des installations et de la capacité résiduelle de l'usine pour traiter les déchets tiers. Le délégataire verse à la Métropole une participation pour l'utilisation de l'usine au traitement des déchets tiers. En 2022, la facturation des déchets tiers est de 127 567 € soit +2,5%, elle s'élevait à 124 435 € pour 2021, 126 176 € pour 2020 et 92 K€ pour 2019.

Concernant les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 18 496 K€ et stable +0,1 % par rapport à 2021. Les charges fixes sont de 7 286 K€ en 2022, en baisse de -2 %, et s'élevaient à 7 448 K€ en 2021 et à 7 830 K€ en 2020. Les coûts d'évacuation de refus s'affichent significativement plus haut qu'en 2022, soit 5 067 k€ (contre 4 422 K€ en 2021 et 4 292 K€ en 2020). En revanche, les charges énergétiques sont en baisse de -691 k€ malgré une hausse des coûts unitaires du fait d'une rectification du mode de comptage de la quantité d'électricité consommée par l'usine.

L'entretien et le renouvellement des équipements ont représenté 2,35 M€ sur l'année, dont 1,7 M€ au titre du GER contractuel.

En 2022, contrairement à 2021, la masse salariale qui s'élève à 3,8 M€ est en hausse de 549 k€ soit 17%, et représente 20,5% du total des charges. Pour rappel en 2021, la masse salariale s'élevait à 3,2 M€ et affichait une baisse par rapport à l'exercice précédent (- 342 K€ soit -10 %), et représentait 17 % des charges. De même, les charges liées au personnel intérimaire augmentent de + 108 K€ soit + 28% contre une diminution de -132 K€ en 2021, ainsi en 2022, le niveau de personnel intérimaire a donc été élevé et s'approche du niveau constaté en période de crise sanitaire sur l'exercice 2020.

En 2022, les achats de fournitures d'entretien non stockables et d'électricité ont fortement augmenté de 690 k€ (+20%) après avoir diminué de -238 K€ (-7%) en 2021, avec un montant de 4 M€ contre 3,4 M€ en 2021.

Enfin, on note un montant d'amortissement et provisions à hauteur de 3,1M€ dont 1,5M€ d'amortissement pour immobilisations corporelles et 1,7 M€ de dotations pour risques et charges d'exploitation comme en 2021.

A noter un montant de l'impôt sur les bénéfices en forte augmentation de 379 K€ en 2022 contre 47 K€ en 2021.

L'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Des études menées en 2013 ont conduit à adopter un programme de travaux d'extension et de rénovation du centre de tri, menés en 2019. L'extension des consignes de tri a entraîné une augmentation significative des tonnages de déchets recyclables. 31 294 tonnes ont ainsi été admises sur le centre de tri DEMETER en 2022. Cependant, elle s'est accompagnée sur la Métropole comme sur l'ensemble du territoire national d'une augmentation significative de taux de refus et d'indésirables, qui s'établit désormais entre 30% et 35%, en lieu et place des 25% constatés avant modification des consignes.

Ce constat, partagé par de nombreuses collectivités engagées dans l'extension des consignes de tri a conduit l'éco-organisme **Citeo** à proposer aux territoires volontaires **le Plan Boost ECT**, dans lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée.

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries (ISDnD)

Mise en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueillait jusqu'en novembre 2019 les encombrants collectés en déchèteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de la Métropole, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst pour une capacité technique de 83 000 tonnes par an.

Au terme de l'instruction du dossier de cessation d'activité et de la procédure de consultation des entreprises, les travaux de couverture définitive du site ont été menés en 2022 et s'achèveront au printemps 2023.

Afin d'assurer la continuité du service à la suite de la fermeture de l'installation de stockage fin 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a recherché de nouvelles capacités d'accueil et de traitement des refus conformément au Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets. Ce plan, approuvé fin 2019, définit les nouveaux objectifs et cadres de la prévention et de la gestion des déchets à horizon de 6 et 12 ans (2025 et 2031). Au regard de ces objectifs, le constat dressé de la disponibilité de capacités suffisantes de traitement sur le territoire de la région conduit en l'élargissement des zones de chalandise des installations de traitement autorisées.

Cette fermeture a donc modifié dès 2020 et de façon significative, l'économie de la filière de traitement des déchets de la Métropole, en générant une augmentation des dépenses de plus de 10 M€. Le montant global de la gestion des marchés pour l'élimination des déchets ultimes a ainsi été de 22,1 M€ en 2022, en augmentation de 11% par rapport au montant 2021 (19,9M€.). Ces contrats arrivant à échéance fin 2023, une nouvelle consultation d'entreprises a été lancée fin 2022. Outre l'augmentation progressive de la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) jusqu'en 2025, les perspectives de réduction programmée par le SRADDET des capacités d'accueil des installations induisent des tensions sur le marché de l'élimination des déchets et entraînent une nouvelle forte hausse des coûts du service telle que constatée lors de l'attribution des nouveaux contrats au printemps 2023.

La valorisation des déchets végétaux

La valorisation des déchets végétaux, issus des déchèteries ou des apports directs des habitants, a été assurée sur les unités de Grammont, initialement gérée en régie par Montpellier Méditerranée Métropole et dont l'exploitation est désormais confiée à un opérateur privé, et de Pignan, en exploitation privée, pour permettre notamment la production de coproduits (broyats) alimentant le process de méthanisation à Ametyst ou pour la digestion des boues sur les stations d'épuration de Baillargues et Fabrègues.

36 041 tonnes de compost normé NFU 44 051 ont ainsi été produites sur Ametyst en 2022.

Actions de communication

En 2022, dans le cadre déployer sa feuille de route Zéro Déchet, délibérée en mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une nouvelle stratégie de communication, qui se déclinera en 4 phases.

La première campagne (Sensibiliser grâce aux ambassadeurs sportifs) a été lancée lors de la Foire Internationale de Montpellier : « *Ensemble, gagnons le match du tri* » : Pour encourager les Montpelliérains à trier leurs déchets, la métropole a fait appel à ses sportifs de haut niveau. Le footballeur Téji SAVANIER, la basketteuse Romane BERNIES et le volleyeur Nicolas LE GOFF prêtent leur image à la nouvelle campagne « *Zéro Déchet* ».

3 autres campagnes sont ensuite prévues à échéances régulières, débutant en février 2023 par la phase 2 « *Les Défis du Tri* ».

Information et prise en charge des demandes des usagers

Un numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information sur le fonctionnement du tri et des collectes. Il sert également de relais pour l'attribution et la maintenance des bacs de collecte et prend en charge les doléances exprimées par les usagers vis-à-vis des services de collecte et de nettoyage : en 2022, 21 121 appels ont été servis par ce standard.

Par ailleurs, depuis fin 2012, le formulaire internet "e-service" est venu compléter les services au citoyen et près de 22 850 formulaires ont été enregistrés en 2022, en grande partie au travers des guichets uniques présents dans chaque commune.

Au total, près de 44 000 demandes qui ont été reçues par la Pôle DCE au titre de la gestion des déchets et de la propreté, ce qui atteste de l'efficacité du dispositif de prise en compte des demandes des usagers du service public.

En terme de bilan quantitatif d'activité, les éléments à retenir sont les suivants :

Ordures Ménagères et Assimilées	Tonnages collectés 2022
Collecte de déchets résiduels en porte à porte (Bacs gris)	130 705
Collectes sélectives en porte à porte (hors encombrants): Bacs jaunes et orange + collectes spécifiques (emballages légers, verre, cartons)	30 823
Collectes sélectives en apport volontaire (Verre)	11 894
Dépôts en déchèteries et autres encombrants	Tonnages collectés2022

Déchèteries	78 757
Encombrants collectés en porte à porte	8 422

Soit un total de 259 180 tonnes collectées en 2022, soit 519 kg par habitant, ratio en baisse par rapport à 2021 (528 kg/hab), en raison de la baisse des tonnages pour tous les flux de déchets.

En 2022, la baisse de production des Déchets Ménagers et Assimilés est plus globalement constatée sur une large part du territoire national. Outre les effets des politiques de prévention et de réduction des déchets, elle semble également liée à la conjoncture économique et internationale de l'année 2022.

Les principales données financières :

Le montant total des dépenses d'investissements pour 2022 s'élève, hors amortissement, à 4 280 668 € TTC et celui des dépenses de fonctionnement, hors dépenses de personnels et frais de structure, à 79 905 953 € TTC.

Les principaux postes de dépenses sont détaillés ci-dessous :

Concernant la prévention et la collecte des déchets :

En dépenses de fonctionnement :

- Contrats de prestations de collecte : 24,12 M€ TTC ;
- Contrat de gestion des Points Propreté (déchèteries) : 6,02 M€ TTC ;
- Contrat de maintenance des bacs de pré-collecte : 0,92 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

- Achat et entretien de matériels de pré-collecte et de tri : 1,00 M€ TTC ;

Concernant le tri, le traitement et la valorisation des déchets :

En dépenses de fonctionnement :

- Contrat de DSP de l'unité de méthanisation Amétyst : 16,25 M€ TTC ;
- Contrats de transferts et traitement de déchets ultimes : 22,85 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation du centre de tri Demeter : 5,21 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation de l'ISDND : 0,52 M€ TTC ;
- Tri des encombrants et valorisation des déchets de bois : 1,91 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

- Travaux liés à l'exploitation de l'ISDND : 0,75 M€ TTC ;
- Travaux sur le centre de tri Demeter : 0,93 M€ TTC.

En matière de recettes, la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), dont le taux de 12,35% a augmenté en 2021, a généré 89,38 M€ de recettes en 2022. Les collectes sélectives ont généré environ 8,59 M€ de recettes, dont 5,89 M€ de soutiens des éco organismes intervenant dans le cadre des filières REP et 2,69 M€ provenant de la vente des matériaux recyclables et droits d'entrée à la plate-forme de Grammont.

La redevance spéciale a représenté une recette de 4,14 M€ en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel 2022 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre
2023**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 décembre 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2023_3M_rpqs_dechets_exe2022-pages_BD VF.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20231211-254743-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 22/12/23
Réception en Préfecture : 22/12/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.